

No. 31604

**FRANCE
and
PHILIPPINES**

Convention on Social Security. Signed at Manila on 7 February 1990

Authentic texts: French and English.

Registered by France on 22 February 1995.

**FRANCE
et
PHILIPPINES**

Convention de sécurité sociale. Signée à Manille le 7 février 1990

Textes authentiques : français et anglais.

Enregistrée par la France le 22 février 1995.

CONVENTION DE SÉCURITÉ SOCIALE¹ ENTRE LE GOUVERNE-
MENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNE-
MENT DE LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES

Le Gouvernement de la République française, d'une part,
et
le Gouvernement de la République des Philippines, d'autre part,

désireux de réglementer les relations entre leurs deux pays en
matière de sécurité sociale,

sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I

Dispositions générales

ARTICLE 1

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

1) l'expression "territoire d'un Etat contractant"
désigne, conformément au droit international :

en ce qui concerne la France : les territoires des
départements européens et des départements d'outre-
mer de la République française, y compris leurs eaux
territoriales ainsi que la zone située au-delà de la
mer territoriale sur laquelle la France peut exercer
des droits souverains aux fins d'exploration et
d'exploitation, de conservation et de gestion des
ressources naturelles biologiques ou non
biologiques ;

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1994, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de la dernière des notifications (des 23 juillet 1992 et 8 septembre 1994) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement de leurs procédures légales et constitutionnelles respectives, conformément au paragraphe 2 de l'article 32.

en ce qui concerne les Philippines : le territoire tel que défini dans la Constitution philippine de 1987, y compris ses eaux territoriales ainsi que la zone située au-delà de la mer territoriale sur laquelle les Philippines peuvent exercer des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles biologiques ou non biologiques ;

2) le terme "ressortissant" désigne :

en ce qui concerne la France : une personne de nationalité française ;

en ce qui concerne les Philippines : un ressortissant tel que le définit la Constitution philippine de 1987.

3) le terme "travailleur" désigne :

en ce qui concerne la France : une personne exerçant une activité salariée ou assimilée au sens de la législation française ;

en ce qui concerne les Philippines : un salarié tel que défini par la législation de sécurité sociale des Philippines.

4) le terme "législation" désigne les lois et règlements spécifiés à l'article 2.

5) l'expression "autorité compétente" désigne :

en ce qui concerne la France : les Ministres chargés, chacun en ce qui le concerne, de la mise en oeuvre de la législation spécifiée au paragraphe 1 a) de l'article 2 ;

en ce qui concerne les Philippines : l'Administrateur du Système de Sécurité Sociale (Administrator of Social Security System).

6) l'expression "institution compétente" désigne l'administration ou l'organisme chargé de l'application de la législation spécifiée à l'article 2.

7) l'expression "périodes d'assurance" désigne une période de versement de cotisations provenant d'un emploi salarié, définie ou reconnue comme période d'assurance par la législation en vertu de laquelle cette période a été accomplie, ou toute autre période assimilée dans la mesure où elle est reconnue par cette législation comme équivalant à une période d'assurance.

8) le terme "prestations" désigne toute prestation en espèces ou en nature à caractère contributif prévue par la législation de l'un ou l'autre des Etats contractants.

9) le terme "apatride" désigne une personne définie comme apatride par l'article 1er de la Convention de New York relative au statut des apatrides en date du 28 septembre 1954¹.

10) le terme "réfugié" désigne une personne définie comme réfugiée par l'article 1er de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés en date du 28 juillet 1951² et par le Protocole à cette Convention en date du 31 janvier 1967³.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 360, p. 117.

² *Ibid.*, vol. 189, p. 137.

³ *Ibid.*, vol. 606, p. 267.

11) l'expression "langue officielle" désigne pour la France la langue française, pour les Philippines la langue anglaise.

12) tout terme non défini au présent article a le sens que lui confère la législation applicable.

ARTICLE 2

Législations applicables

1. La présente Convention est applicable :

a) En France à :

i) La législation fixant l'organisation de la sécurité sociale ;

ii) La législation fixant le régime des assurances sociales applicables

- aux travailleurs salariés des professions non agricoles

- aux travailleurs salariés des professions agricoles ;

iii) La législation relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

iv) La législation relative aux prestations familiales ;

v) Les législations relatives à des régimes spéciaux de sécurité sociale en tant qu'ils concernent les risques et prestations couverts par les législations énumérées ci-dessus, à l'exclusion toutefois du régime spécial de la fonction publique ;

vi) La législation relative au régime des gens de mer.

b) Aux Philippines, à toute législation concernant :

- i) la vieillesse ;
- ii) l'invalidité ;
- iii) le décès et les survivants ;
- iv) l'incapacité de travail temporaire due à une maladie ou à un accident non professionnel ;
- v) la maternité ;
- vi) les accidents du travail ou les maladies professionnelles.

2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1

a) ii) du présent article, la présente Convention ne s'applique pas aux dispositions de la législation française qui étendent aux ressortissants français qui travaillent ou ont travaillé en dehors du territoire français le droit d'adhérer à une assurance volontaire.

3. La présente Convention s'appliquera également aux actes législatifs modifiant ou complétant la législation spécifiée au paragraphe 1 ; toutefois, elle ne s'appliquera aux actes législatifs à venir d'un Etat contractant créant de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas opposition de l'autorité compétente de cet Etat contractant notifiée à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, par écrit et dans un délai de trois mois à compter de la date de publication officielle du nouvel acte législatif.

4) Sauf dispositions contraires prévues par la présente Convention, les actes législatifs au sens du paragraphe 1 ne comprennent pas les actes de sécurité

sociale pris en application des Traités instituant les Communautés européennes ou les traités ou autres accords internationaux pouvant être en vigueur entre l'un ou l'autre des Etats contractants et un Etat tiers, ni les lois ou règlements promulgués aux fins de leur application.

ARTICLE 3

Personnes assurées

Sauf dispositions contraires, la présente Convention s'applique :

a) aux travailleurs, ressortissants de l'un ou l'autre des Etats contractants, réfugiés et apatrides, tels que définis à l'article 1, et qui sont ou ont été soumis aux législations visées à l'article 2 ;

et

2) aux ayants-droit des personnes mentionnées à l'alinéa a)

ARTICLE 4

Egalité de traitement

Sauf dispositions contraires de la présente Convention, les personnes résidant sur le territoire d'un Etat contractant et auxquelles s'appliquent les dispositions de la présente Convention sont soumises aux obligations et bénéficient des prestations de la législation de sécurité sociale en vigueur dans cet Etat contractant dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat contractant.

TITRE IIDispositions relatives à l'assuranceARTICLE 5

Législation applicable

1. Les travailleurs occupés sur le territoire de l'un des Etats contractants sont soumis uniquement à la législation de cet Etat contractant, même si le siège de l'entreprise ou le domicile de l'employeur se trouve sur le territoire de l'autre Etat contractant.

2. L'équipage d'un navire battant pavillon d'un Etat contractant est soumis à la législation de l'Etat du pavillon.

ARTICLE 6

Exceptions à la législation applicable

Par dérogation aux dispositions de l'article 5 :

a) Le travailleur occupé par une entreprise ayant son siège sur le territoire de l'un des Etats contractants, qui est détaché par son employeur afin d'effectuer un travail sur le territoire ou sur un navire de l'autre Etat contractant, reste soumis à la législation du premier Etat contractant, à condition que la durée prévisible du travail ne dépasse pas trente-six mois. Si la durée du travail à effectuer doit se prolonger au-delà de la période prévue ci-dessus, la législation du premier Etat reste applicable pendant une nouvelle période de trente-six mois.

b) Le personnel navigant des entreprises publiques ou privées de transports aériens internationaux de l'un des Etats contractants est soumis exclusivement à la législation de l'Etat contractant où l'entreprise a son siège social.

ARTICLE 7**Personnel diplomatique et consulaire
Fonctionnaires et autres catégories de personnel**

1. La présente Convention n'affecte pas les dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961¹ ni celles de la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963².

2. Les ressortissants de l'un des Etats contractants employés par le Gouvernement de cet Etat contractant sur le territoire de l'autre Etat contractant mais qui ne sont pas exclus de la législation de l'autre Etat contractant en vertu des Conventions mentionnées au paragraphe 1 sont soumis uniquement à la législation du premier Etat contractant. Aux fins du présent paragraphe, la notion d'emploi par le Gouvernement de l'un des Etats contractants comprend l'emploi des fonctionnaires civils et militaires et des personnels assimilés ainsi que des salariés au service du Gouvernement de cet Etat contractant ou d'un organisme dépendant du Gouvernement de cet Etat contractant, exercé sur le territoire de l'autre Etat contractant.

3. Les personnels salariés des postes diplomatiques et consulaires, autres que ceux visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, de même que les travailleurs au service personnel d'agents de ces postes ou de toute autre catégorie de personnes mentionnées au paragraphe 2, peuvent opter pour l'application de la législation de l'Etat représenté, pour autant qu'ils soient des ressortissants de cet Etat ou aient été antérieurement affiliés au régime de sécurité sociale dudit Etat.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, p. 95.

² *Ibid.*, vol. 596, p. 261.

ARTICLE 8

Les autorités compétentes des deux Etats contractants peuvent convenir de dérogations aux dispositions du présent titre en faveur d'une personne ou d'une catégorie de personnes, à la condition que l'intéressé soit soumis à la législation de l'un des Etats contractants.

ARTICLE 9

Les dispositions des articles 6 et 8 sont applicables sans condition de nationalité dès lors que les personnes concernées seraient soumises en même temps aux législations des deux Etats contractants.

TITRE III

Dispositions relatives aux prestations

Chapitre 1er

Dispositions générales

ARTICLE 10

Si la législation d'un Etat contractant soumet l'ouverture, le maintien ou la réouverture du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution compétente dudit pays prendra en compte, autant que nécessaire, les périodes d'assurance accomplies en vertu de la législation de l'autre Etat contractant, à condition que l'intéressé ait repris une activité salariée dans le premier Etat.

ARTICLE 11

Sauf dispositions contraires de la présente Convention, les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse ou de survivant, les rentes d'accident du travail ou de maladie professionnelle et les allocations de décès accordées en vertu de la législation de l'un des Etats contractants ne peuvent faire l'objet d'aucune restriction de droits, ni d'aucune réduction, modification, suspension, annulation ou forclusion pour le seul motif que les personnes visées à l'article 3 ne résident pas sur le territoire de l'un des Etats contractants.

ARTICLE 12

Versement des prestations

Les prestations acquises accordées en vertu de la législation de l'un des Etats contractants, ou en application de la Convention, sont versées directement aux personnes concernées, même si elles ne résident plus sur le territoire de l'un des Etats contractants.

CHAPITRE II

Dispositions relatives aux prestations de vieillesse et de survivant

ARTICLE 13

Le travailleur salarié français ou philippin qui, au cours de sa carrière, a été soumis successivement ou alternativement, sur le territoire des deux Etats contractants, à un ou plusieurs régimes d'assurance vieillesse ou survivant de chacun de ces Etats, bénéficie des prestations dans les conditions suivantes :

I. Lorsque l'intéressé satisfait à la fois à la condition de durée d'assurance requise par la législation française et par la législation philippine pour avoir droit à une pension française et à une pension philippine, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux périodes d'assurance ou équivalentes accomplies sur le territoire de l'autre Etat contractant, l'institution compétente de chaque Etat détermine le montant de la pension selon les dispositions de la législation qu'elle applique, compte tenu des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation.

II. Lorsque l'intéressé ne satisfait, ni du côté français, ni du côté philippin à la condition de durée d'assurance requise par la législation de chacun des Etats pour l'obtention d'une pension française ou d'une pension philippine, les prestations auxquelles il peut prétendre de la part des institutions françaises et philippines sont liquidées suivant les règles ci-après :

a) Totalisation des périodes d'assurance.

1. Les périodes d'assurance accomplies sous chacune des législations des deux Etats contractants, de même que les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance, sont totalisées à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

2. Les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance sont, dans chaque Etat, celles qui sont reconnues comme telles par la législation de cet Etat.

b) Liquidation de la prestation.

1. Compte tenu de la totalisation des périodes, effectuée comme il est dit ci-dessus, l'institution compétente de chaque Etat détermine, d'après sa propre législation, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit à une pension au titre de cette législation.

2. Si le droit à pension est acquis, l'institution compétente de chaque Etat détermine la prestation (théorique) à laquelle l'assuré aurait droit si toutes les périodes d'assurance ou reconnues équivalentes avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation.

3. La prestation effectivement due à l'intéressé par l'institution compétente de chaque Etat est déterminée en réduisant le montant de la prestation théorique visée à l'alinéa précédent au prorata de la durée des périodes d'assurance ou reconnues équivalentes accomplies sous sa propre législation, par rapport à l'ensemble des périodes accomplies dans les deux Etats (prestation proratisée).

4. Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation des deux Etats est supérieure à la durée maximale requise par la législation d'un de ces Etats pour le bénéfice d'une prestation complète, l'institution compétente de cet Etat prend en considération cette durée maximale au lieu de la durée totale desdites périodes pour l'application des dispositions du paragraphe 3.

III. Lorsque l'intéressé satisfait à la condition de durée d'assurance requise par la législation d'un des Etats, mais ne satisfait pas à la condition de durée d'assurance requise par la

législation de l'autre Etat pour l'obtention d'une pension :

- l'institution compétente, chargée d'appliquer la législation au regard de laquelle le droit est ouvert, procède à la liquidation de la pension dans les termes du I du présent article.

- l'institution compétente, chargée d'appliquer la législation au regard de laquelle le droit n'est pas ouvert, procède à la liquidation de la prestation dans les termes du II du présent article.

ARTICLE 14

1. Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'un Etat contractant n'atteint pas une année, l'institution de cet Etat n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes, sauf si, en vertu de ces seules périodes, un droit à prestations est acquis au regard de cette législation. Dans ce cas, le droit est liquidé en fonction de ces seules périodes.

2. Néanmoins, ces périodes peuvent être prises en considération pour l'ouverture des droits par totalisation, au regard de la législation de l'autre Etat contractant.

CHAPITRE III

Dispositions relatives aux prestations d'invalidité

ARTICLE 15

1. La prestation d'invalidité est liquidée conformément à la législation dont relevait le

travailleur au moment où, par suite de maladie ou d'accident, est survenue l'interruption de travail suivie d'invalidité.

2. La charge de la prestation d'invalidité est supportée par l'institution compétente aux termes de cette législation.

Chapitre IV

Dispositions communes à la vieillesse et à l'invalidité

ARTICLE 16

1. Lorsqu'il y a lieu de recourir à la totalisation des périodes d'assurance accomplies dans les deux Etats pour la détermination de la prestation, il est fait application des règles suivantes :

a) Si une période reconnue équivalente à une période d'assurance par la législation d'un Etat coïncide avec une période d'assurance accomplie dans l'autre Etat, seule la période d'assurance est prise en considération par l'institution de ce dernier Etat.

b) Si une même période est reconnue équivalente à une période d'assurance à la fois par la législation française et par la législation philippine, ladite période est prise en considération par l'institution de l'Etat où l'intéressé a été assuré à titre obligatoire en dernier lieu avant la période en cause.

c) Si une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance obligatoire sous la législation d'un Etat contractant coïncide avec une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance

volontaire sous la législation de l'autre Etat, seule la première est prise en compte par le premier Etat.

2. Lorsque la législation d'un Etat contractant subordonne le droit à un avantage de vieillesse, de survivant ou d'invalidité à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans un délai déterminé, cette condition est réputée remplie lorsque les périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Etat contractant l'ont été dans le même délai.

ARTICLE 17

1. Si la législation de l'un des Etats contractants subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession ou un emploi déterminé, les périodes accomplies sous la législation de l'autre Etat contractant ne sont prises en compte pour l'octroi de ces avantages que si elles ont été accomplies sous un régime correspondant ou, à défaut, dans la même profession ou dans le même emploi.

2. Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdits avantages, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime général, sans qu'il soit tenu compte de leur spécificité.

ARTICLE 18

1. Lorsque l'assuré ne remplit pas, à un moment donné, la condition d'âge requise par les législations des deux Etats contractants, mais satisfait seulement à la condition d'âge de l'un d'entre eux, le montant des prestations dues au titre

de la législation au regard de laquelle le droit est ouvert est calculé conformément aux dispositions de l'article 13 paragraphe I ou II selon le cas.

2. La solution ci-dessus est également applicable lorsque l'assuré réunit, à un moment donné, les conditions requises par les législations de vieillesse des deux Etats, mais a usé de la possibilité offerte par la législation de l'un des Etats de différer la liquidation de ses droits à prestation de vieillesse.

3. Lorsque la condition d'âge requise par la législation de l'autre Etat se trouve remplie ou lorsque l'assuré demande la liquidation de ses droits qu'il avait différée au regard de la législation de l'un des Etats, il est procédé à la liquidation de la prestation due au titre de cette législation, dans les termes de l'article 13 paragraphe I ou II selon le cas, sans qu'il y ait lieu de procéder à la révision des droits déjà liquidés au titre de la législation du premier Etat.

ARTICLE 19

Lorsque, d'après la législation de l'un des Etats contractants, la liquidation de la prestation de vieillesse, de survivant ou d'invalidité s'effectue sur la base du salaire moyen de tout ou partie de la période d'assurance, le salaire moyen pris en considération pour le calcul de la prestation est déterminé d'après les salaires constatés pendant la période d'assurance accomplie sous la législation dudit Etat.

ARTICLE 20

1. Les dispositions du présent titre sont applicables par analogie aux droits des conjoints et enfants survivants.

2. Lorsque le décès ouvrant droit à une pension de survivant survient avant que le travailleur ait obtenu la liquidation de ses droits au regard de l'assurance vieillesse, les prestations dues aux ayants droit sont liquidées dans les conditions précisées à l'article 13.

TITRE IV

Dispositions diverses

ARTICLE 21

Les ressortissants de chacun des Etats contractants ont le droit de s'affilier aux assurances volontaires prévues par la législation de sécurité sociale de l'Etat contractant où ils résident, en prenant en compte en tant que de besoin les périodes d'assurance ou assimilées accomplies en vertu de la législation de l'autre Etat.

ARTICLE 22

Prestations familiales aux détachés

Les travailleurs visés à l'article 6 a) et b) de la présente Convention peuvent, lorsqu'ils en font la demande à l'institution du pays où ils sont assurés, bénéficier, pour leurs enfants qui les accompagnent dans le pays de détachement, des prestations familiales telles qu'énumérées dans l'arrangement administratif.

ARTICLE 23

1. Les autorités compétentes et les institutions des Etats contractants se prêtent, dans leur ressort respectif, leurs bons offices dans la mise en oeuvre de la présente Convention.

2. Les autorités compétentes des deux Etats contractants :

a) Concluent un arrangement administratif et tous autres arrangements nécessaires pour l'application de la présente Convention ;

b) Se communiquent toutes autres informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente Convention ;

c) Se communiquent dès que possible toutes informations concernant toutes les modifications apportées à leurs législations respectives qui seraient susceptibles d'affecter l'application de la présente Convention.

3. Des organismes de liaison sont désignés dans l'arrangement administratif, en vue de l'application de la présente Convention.

ARTICLE 24

1. Les autorités compétentes et institutions des Etats contractants correspondent directement entre elles et avec toute personne, quel que soit son lieu de résidence, en tant que de besoin pour l'application de la présente Convention. La correspondance se fait dans la langue officielle de l'expéditeur.

2. Les demandes ou documents ne peuvent être rejetés pour le motif qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre Etat contractant.

3. Les exemptions ou réductions de taxes ou timbres, ou droits d'enregistrement ou d'inscription prévus par la législation de l'un des Etats contractants pour les pièces ou documents à produire en application de la législation dudit Etat, sont étendues aux pièces ou documents correspondants à produire aux autorités ou institutions de sécurité sociale de l'autre Etat en application de la présente Convention.

4. Les documents et certificats à produire en application de la présente Convention sont dispensés de l'authentification ou de la légalisation par les autorités diplomatiques ou consulaires.

5. Les copies de documents certifiées conformes par une institution de l'un des Etats contractants seront reconnues comme copies conformes par une institution de l'autre Etat contractant, sans autre attestation. L'institution de chaque Etat contractant est juge en dernier ressort de la valeur des éléments de preuve qui lui sont présentés, quelle qu'en soit la provenance.

ARTICLE 25

1. Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent qu'aux demandes de prestations présentées à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. Toute demande de prestations présentée par écrit auprès d'une institution de l'un des Etats contractants sauvegarde les droits de l'intéressé en vertu de la législation de l'autre Etat contractant

si l'intéressé demande qu'elle soit considérée comme demande présentée en vertu de la législation de l'autre Etat contractant.

3. Si l'intéressé a présenté une demande de prestations par écrit auprès de l'institution de l'un des Etats contractants et n'a pas expressément limité sa demande aux prestations prévues par la législation dudit Etat, sa demande sauvegarde également ses droits en vertu de la législation de l'autre Etat contractant s'il fournit, au moment du dépôt de la demande, des informations indiquant que la personne ouvrant droit aux prestations a accompli des périodes d'assurance en vertu de la législation de l'autre Etat contractant.

ARTICLE 26

Les demandes, recours ou autres documents qui auraient dû, en vertu de la législation de l'un des Etats contractants, être déposés auprès d'une institution dudit Etat dans un délai déterminé sont recevables s'ils sont déposés dans le même délai auprès d'une institution de l'autre Etat contractant. Dans ce cas, l'institution auprès de laquelle les demandes, recours ou documents ont été déposés doit indiquer la date de réception du document et le transmettre sans retard à l'organisme de liaison de l'autre Etat contractant.

ARTICLE 27

1. Les institutions débitrices de prestations en vertu de la présente Convention s'en libèrent valablement dans la monnaie de leur Etat.

2. Nonobstant toutes dispositions internes en matière de réglementation des changes, les deux Gouvernements s'engagent mutuellement à n'apporter

aucun obstacle au libre transfert des sommes correspondant à l'ensemble des règlements financiers rattachés à des opérations de protection sociale, soit en application de la présente Convention, soit en application de la législation interne de chacun des pays concernant les travailleurs salariés, notamment au titre des assurances volontaires et des régimes de retraites complémentaires.

ARTICLE 28

1. Les différends survenant relativement à l'application de la présente Convention seront réglés, autant que possible, par les autorités compétentes des Etats contractants.

2. Au cas où il ne serait pas possible d'arriver à un règlement par cette voie, le différend sera réglé d'un commun accord par les deux Gouvernements.

3. Au cas où le différend ne pourrait pas être réglé par la procédure ci-dessus, l'un ou l'autre des Etats contractants peut soumettre l'affaire à l'arbitrage obligatoire d'un organe d'arbitrage dont la composition et la procédure seront fixées dans l'arrangement administratif.

ARTICLE 29

La présente Convention pourra être modifiée à l'avenir par des avenants qui seront considérés, dès leur entrée en vigueur, comme faisant partie intégrante de la présente Convention.

ARTICLE 30

La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions de la législation française

concernant la participation de non-nationaux aux organismes nécessaires au fonctionnement des régimes de sécurité sociale.

TITRE V

Dispositions transitoires et finales

ARTICLE 31

1. La présente Convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2. Les périodes d'assurance accomplies avant l'entrée en vigueur de la présente Convention sont prises en considération pour la détermination du droit à des prestations s'ouvrant conformément à la présente Convention. Il est entendu toutefois qu'il ne peut être demandé à un Etat contractant de prendre en considération des périodes d'assurance antérieures à la date la plus ancienne à partir de laquelle des périodes d'assurance peuvent être validées aux termes de sa législation.

3. La présente Convention s'applique aux événements antérieurs à son entrée en vigueur dans la mesure où ces événements se rapportent à des droits prévus par la législation mentionnée à l'article 2.

4. La présente Convention n'aura pas pour effet de réduire une prestation en espèces pour laquelle un droit était ouvert avant son entrée en vigueur.

5. a) Les décisions prises avant l'entrée en vigueur de la présente Convention n'ont pas d'effet sur les droits ouverts aux termes de la Convention ;

b) Toute prestation, qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue sous l'empire de la législation interne de l'un ou l'autre des Etats contractants mais qui doit être payée en vertu de la présente Convention, est, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention, sous réserve que les droits antérieurement liquidés n'aient pas donné lieu à un règlement en capital ;

c) Les droits à prestations liquidés antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention peuvent, sur demande de l'intéressé, être révisés compte tenu des dispositions de la présente Convention.

6. Aux fins d'application de l'article 6 a), dans le cas de personnes qui ont commencé une période de travail sur le territoire de l'autre Etat contractant antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, la période d'activité salariée mentionnée dans ce paragraphe sera censée avoir commencé à ladite date d'entrée en vigueur.

ARTICLE 32

1. Les Gouvernements des deux Etats contractants se notifieront mutuellement par écrit l'accomplissement de leurs procédures légales et constitutionnelles respectives requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière de ces notifications.

ARTICLE 33

1. La présente Convention demeurera en vigueur jusqu'à la fin de l'année civile suivant celle au cours de laquelle l'un des Etats contractants aura notifié par écrit sa dénonciation à l'autre Etat contractant.

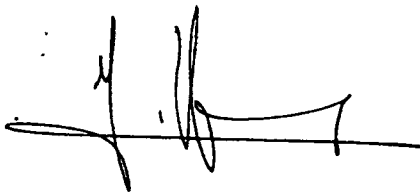
2. En cas de dénonciation de la présente Convention, les droits acquis aux termes de la Convention seront maintenus ; les Etats contractants concluront des arrangements concernant les droits en cours d'acquisition.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention.

Fait à Manille le 7 février 1990

en deux exemplaires en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :



JACQUES LE BLANC
Ambassadeur de France
aux Philippines

Pour le Gouvernement
de la République des Philippines :



Hon. MANUEL T. YAN
Sous-Secrétaire d'Etat
aux affaires étrangères

CONVENTION¹ ON SOCIAL SECURITY BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE PHILIPPINES

The Government of the French Republic, on one hand,
and

The Government of the Republic of the Philippines, on
the other,

Desirous of regulating the relations between the two countries on the subject of Social Security, have agreed to the following provisions:

TITLE I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1

Definitions

For the purpose of the present Convention:

1. The expression "territory" of a designated contracting State, in accordance with the international law, refers to:
 - A) For France: the territories of the European departments and the overseas departments of the French Republic, including their territorial waters as well as the zone beyond the territorial sea on which France can exercise its sovereign rights of exploration and exploitation, conservation and the management of biological and non-biological natural resources.

¹ Came into force on 1 November 1994, i.e., the first day of the second month following the date of the last of the notifications (of 23 July 1992 and 8 September 1994) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of their respective legal and constitutional procedures, in accordance with article 32 (2).

- B) For the Philippines : the territory as defined in the Philippine Constitution of 1987, including the territorial waters as well as the zone situated beyond the territorial sea over which the Philippines can exercise its sovereign rights of exploration and exploitation, conservation and management of biological or non-biological natural resources.
2. The term "national" refers to:
- A) For France: a person of French nationality;
- B) For the Philippines: a national as defined in the Philippine Constitution of 1987.
3. The term "worker" refers to:
- A) For France: a person exercising a salaried (wage-earning) activity or assimilated in the sense of French legislation.
- B) For the Philippines: an employee as defined under the Social Security Law;
4. The term "legislation" refers to the laws and regulations specified in Article 2.
5. The expression "competent authority" refers to:
- A) For France: the Ministers in charge, each one in his competence, with the implementation of the legislation specified in paragraph 1 a) of Article 2.
- B) For the Philippines: the Administrator of the Social Security System.
6. The expression "competent institution" refers to the administration or organization in charge of the implementation of legislation specified in Article 2.
7. The expression "period of insurance" refers to a period of payment of contributions coming from a wage-earning job, defined or recognized as a period of insurance by the respective legislation of the Contracting States, under which this period has been completed or all other equivalent periods for as long as it is recognized by their respective legislation as equivalent to a period of insurance.

8. The term "benefits" refers to cash benefits or in kind of a contributive nature envisaged by the legislation of either Contracting States.
9. The term "stateless person" refers to a person defined as stateless by Article 1 of the New York Convention relative to the Status of Stateless Persons dated 28 September 1954.¹
10. The term "refugee" refers to a person defined as refugee by Article 1 of the Geneva Convention relative to the Status of Refugees dated 28 July 1951² and by the Protocol to this Convention dated 31 January 1967.³
11. The expression "official language" means for France the French language, for the Philippines the English language.
12. All other terms not defined in the present Article have the meaning conferred on them by the applicable legislation.

ARTICLE 2

Applicable Legislations

1. The present Convention is applicable:
 - a) In France to:
 - i. The legislation fixing the organization of the social security;
 - ii. The legislation fixing the scheme of social insurance is applicable
 - to salaried (wage-earning) workers of non-agricultural professions
 - to salaried (wage-earning) workers of agricultural professions;
 - iii. The legislation relative to the prevention and to the reparation of work-related accidents and to professional illness;
 - iv. The legislation relative to family benefits;

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 360, p. 117.

² *Ibid.*, vol. 189, p. 137.

³ *Ibid.*, vol. 606, p. 267.

- v. The legislation relative to the special schemes of social security in so far as they concern the risks and benefits covered by the legislation enumerated above, to the exclusion however of the special scheme of government service;
 - vi. The legislation relative to the scheme of seamen.
- b) In the Philippines, to all legislation concerning:
- i. old age
 - ii. disability
 - iii. death and survivor
 - iv. temporary incapacity to work due to sickness or accident which are not work related
 - v. maternity
 - vi. work related accidents and occupational illness
2. As exception to the provisions of paragraph 1 a) ii of the present Article, the present Convention does not apply to the provisions that French legislation extends to French nationals who work or have worked outside of French territory the right to adhere to voluntary insurance.
3. The present Convention will apply equally to legislative acts modifying or completing the legislation specified in paragraph 1; however, it will apply to future legislative acts of a Contracting State creating new categories of beneficiaries only if there is no opposition from the competent authority of this Contracting State, transmitted to the competent authority of the other Contracting State in writing within a period of three months from the date of publication of the new legislative act.
4. Except for contrary provisions envisaged by the present Convention, the legislative acts in the meaning of paragraph 1 does not comprise the acts of social security taken in application of treaties setting up the European Community or the treaties or other international agreements being in force between one or the other of the Contracting States and a third State, nor the laws or regulations promulgated for the purpose of their implementation.

ARTICLE 3

Persons Insured

Except for contrary provisions, the present Convention is applicable:

- a. to workers, nationals of either Contracting State; refugees and stateless persons, defined in Article 1, and who are or who have been subject to the legislations referred to in Article 2.
- b. to the dependents of the persons mentioned in item a.

ARTICLE 4

Equality of Treatment

Except for contrary provisions of the present Convention, the persons residing in the territory of a Contracting State and to whom the provisions of the present Convention are applicable, are subject to the obligations and benefit from the coverage of the legislation of social security in force in this Contracting State under the same conditions as the nationals of this Contracting State.

TITLE II

PROVISIONS RELATIVE TO THE INSURANCE

ARTICLE 5

Applicable Legislation

1. The workers engaged in the territory of one Contracting State are subject only to the legislation of this Contracting State, even if the seat of the enterprise or the domicile of the employer is found in the territory of the other Contracting State.

2. The crew of a ship flying the flag of a Contracting State is subject to the legislation of the State of the flag.

ARTICLE 6

Exceptions to the Applicable Legislation

As exceptions to the provisions of Article 5:

- a. The worker engaged by an enterprise having its head office in the territory of one Contracting State, who is sent by his employer to carry out work on the territory or on the ship of the other Contracting State, remains subject to the legislation of the first Contracting State, on the condition that the envisaged duration of work does not go beyond 36 months. If the duration of work to be carried out must be prolonged beyond the period foreseen above, the legislation of the first State remains applicable during a new period of 36 months.
- b. The navigating personnel of the public or private enterprise of international air transport of either Contracting State is subject exclusively to the legislation of the Contracting State where the enterprise has its head office.

ARTICLE 7

Diplomatic and Consular Personnel

Civil Servants and other Categories of Personnel

1. The present Convention does not affect the provisions of the Vienna Convention on diplomatic relations of 18 April 1961¹ nor those of the Vienna Convention on consular relations of 24 April 1963.²

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 500, p. 95.

² *Ibid.*, vol. 596, p. 261.

2. The nationals of one Contracting State employed by the Government of this Contracting State on the territory of the other Contracting State but who are not excluded from the legislation of the other Contracting State under the conventions mentioned in paragraph 1, are subject only to the legislation of the first Contracting State. For the purpose of the present paragraph, the meaning of employment by the government of one Contracting State comprises the job of civil servants and military state employees and other personnel as well as the salaried employees in the service of the government of that Contracting State or of an organization dependent on the government of that Contracting State, on the territory of the other Contracting State.
3. The salaried personnel of diplomatic or consular posts other than those referred to in paragraphs 1 and 2 above mentioned, as well as those workers in the personal service of agents of these posts or of all other categories of persons mentioned in paragraph 2, can opt for the application of the legislation of the State represented, as long as they are nationals of this State or have been previously affiliated with the Social Security system of said State.

ARTICLE 8

The competent authorities of the two Contracting States can accept exceptions to the provisions of the present title in favor of a person or a category of persons, on the condition that the interested party is subject to the legislation of one Contracting State.

ARTICLE 9

The provisions of Articles 6 and 8 are applicable without condition of nationality since the persons concerned are subject at the same time to legislations of the two Contracting States.

TITLE III

PROVISIONS RELATIVE TO BENEFITS

CHAPTER I

General Provisions

ARTICLE 10

If the legislation of a Contracting State subjects the opening, the maintenance or the reopening of right to benefits to the completion of periods of insurance, the competent institution of the said State will take into account, as is necessary, the periods of insurance completed under the legislation of the other Contracting State, on the condition that the interested party has resumed a salaried (wage-earning) activity in the former State.

ARTICLE 11

Except for contrary provisions in this Convention, the benefits in cash for disability, old-age or survivor, the pension for work related accident or professional illness and death allowance accorded under the legislation of one Contracting State, cannot be made the object of any restriction of rights, nor of any reduction, modification, suspension, annulment, or debarment for the sole reason that the persons referred to in Article 3 do not reside in the territory of one Contracting State.

ARTICLE 12

Payment of Benefits

The benefits, due under the legislation of either Contracting State or in implementation of the Convention, are paid directly to the persons concerned, even if they no longer reside in the territory of either Contracting State.

CHAPTER II

Provisions relative to old-age and survivor benefits

ARTICLE 13

The salaried French or Filipino worker who, during the course of his career, has been insured, successively or alternatively in the territory of the two Contracting States, by one or several old-age or survivor insurance programs of each of those States, is entitled to the benefits under the following conditions:

- I. When the interested party meets the condition of insurance duration required by both the French legislation and the Philippine legislation in order to be entitled to a French pension and a Philippine pension, without having to take into account periods of insurance or their equivalent completed on the territory of the other Contracting State, the competent institution of each State determines the amount of the pension according to the provisions of the laws applicable, taking into account only the periods of insurance covered under their respective legislation.
- II. When the interested party does not meet, either from the French side or the Philippine side, the condition of the period of insurance required by the legislation of each of the States in order to obtain a French pension or a Philippine pension, the benefits that he can claim from the side of the French and Philippine Institutions are calculated according to the following rules:
 - a) Totalisation of periods of insurance
 1. The periods of insurance completed under each of the legislations of the two Contracting States, as well as the periods recognized as equivalent to periods of insurance, are totaled on condition that they do not overlap, both from the point of view of the evaluation of the right to benefits, as well as from the point of view of maintenance or the recovery of this right.

2. The periods recognized as equivalent to the periods of insurance are, in each country, those which are recognized as such by the legislation of this State.
 - b) Liquidation of benefits
 1. Taking into account the totalisation of the periods, which is determined as described above, the competent institution of each State determines, in accordance with its own legislation, if the interested party has the conditions required for him to have right to a pension under this legislation.
 2. If the right to a pension is established, the competent institution of each State determines the benefits (theoretical pension) to which the insured party would have a right as if all the periods of insurance or the periods recognized as equivalent, had been completed exclusively under its own legislation.
 3. The benefits actually due to the interested party from the competent institution of each State, are determined by reducing the amount of the benefits referred to in the preceding clause (theoretical pension) to the proportion of the duration of the periods of insurance or those recognized as equivalent completed under its own legislation, in relation to the totality of the periods completed in the two States (prorata pension).
 4. If the total duration of the periods of insurance completed under the legislation of the two States is more than the maximum duration required by the legislation of one of these States for entitlement to full benefits, the competent institution of this State takes into consideration this maximum duration instead of the total duration of the said periods for the implementation of the provisions of paragraph 3.
- III. When the interested party meets the condition of periods of insurance required by the legislation of one of the States, but does not meet the condition of duration of insurance required by the

legislation of the other State in order to obtain a pension:

- the competent institution, in charge of the application of the legislation under which the right is open, proceeds with the liquidation of the benefits under the terms of I of the present article.
- the competent institution, in charge of the application of the legislation under which the right is not open, proceeds with the liquidation of the benefits under the terms of II of the present article.

ARTICLE 14

1. If the total duration of periods of insurance covered by the legislation of a Contracting State does not reach one year, the institution of this State is not obliged to grant benefits for the said periods, except if, under these sole periods, the right to benefits is acquired under this legislation. In this case, the right is liquidated based solely on these periods.
2. Nevertheless, these periods can be taken into consideration for the opening of rights by totalisation under the legislation of the other Contracting State.

Chapter III

Provisions relative to disability benefits

ARTICLE 15

1. The disability benefits are liquidated in conformity with the legislation covering the worker at the time when, following illness or accident, his interruption of work took place, followed by disability.
2. The amount of the disability pension is shouldered by the competent institution according to the terms of the aforesaid legislation.

Chapter IV

Provisions common to old age and disability

ARTICLE 16

1. When the totalisation of periods of insurance completed in the two States for the purpose of determining the benefits has to be resorted to, the following rules have to be applied:
 - a. If a period recognized as equivalent to one period of insurance by the legislation of a State coincides with one period of insurance completed in the other State, only the period of insurance is taken into consideration by the institution of the latter State.
 - b. If one same period is recognized as equivalent to one period of insurance both by the French legislation and the Philippine legislation, the said period is taken into consideration by the institution of the State where the interested party has last been insured compulsorily before the period in question.
 - c. If one period of insurance completed as a compulsory insurance under the legislation of a Contracting State coincides with a period of insurance accomplished as voluntary insurance under the legislation of the other State, only the former is taken into account by the first State.
2. When the legislation of a Contracting State subjects the right to old age, survivor or disability benefits to the condition that the periods of insurance have been completed during a determined time frame, this condition is deemed to have been met when the periods of insurance completed under the legislation of the other Contracting State have been completed during the same time frame.

ARTICLE 17

1. If the legislation of one Contracting State subjects the granting of certain benefits to the condition that the periods of insurance shall have been completed in

a determined profession or employment, the period completed under the legislation of the other Contracting State are not taken into account for the granting of these benefits unless they have been completed under a corresponding scheme or, in its absence, in the same profession or in the same employment.

2. If, considering the periods thus completed, the interested party does not meet the conditions required in order to benefit from the said benefits, these periods are taken into account for the granting of the benefits of the general scheme, without their particularity being taken into account.

ARTICLE 18

1. When the interested party does not fulfill, at a given time, the age condition required by the legislation of the two Contracting States, but satisfies the age condition of only one of them, the amount of benefits due, under the legislation from which point of view the right is open, is calculated in conformity with the provision of Article 13, paragraphs I or II, as the case may be.
2. The above solution is also applicable when the insured party meets, at a given time, the conditions required by the legislations on old age of the two States, but has taken advantage of the possibility offered by the legislation of one of the States to defer the liquidation of his rights to old age benefits.
3. When the age condition required by the legislation of the other State is found to be fulfilled or when the insured party requests for the liquidation of his rights that he had deferred in the context of the legislation of one of the States, the liquidation of the benefits due under this legislation is effected in the terms of Article 13, paragraph I or II, as the case may be, without having to proceed to the revision of the rights that have already been liquidated under the legislation of the first State.

ARTICLE 19

When, in accordance with the legislation of one Contracting State, the liquidation of the old age, survivor

or disability benefits is undertaken on the basis of the average salary of all or a part of the period of insurance, the average salary taken into consideration in the calculation of the benefits is determined in accordance with the salaries recorded during the period of insurance completed under the legislation of the said State.

ARTICLE 20

1. The provisions are applicable analogously to the rights of the surviving spouses and children.
2. When death, which opens the right to the survivor pension, occurs before the worker has obtained the liquidation of his rights with regard to old age insurance, the benefits due to those who have the right are liquidated in the conditions specified in Article 13.

TITLE IV

VARIOUS PROVISIONS

ARTICLE 21

The nationals of each of the Contracting States have the right to subscribe to voluntary insurances provided for by the legislation on social security of the Contracting State where they reside, taking into account as needed the periods of insurance or equivalent ones that have been completed under the legislation of the other State.

ARTICLE 22

Family Benefits to Workers Sent Abroad

The workers referred to in Article 6 a) and b) of the present Convention can, when they file an application with the institution of the country where they are insured, claim for children who accompany them in their country of assignment the family benefits as defined in the Administrative Arrangement.

ARTICLE 23

1. The competent authorities and the institutions of the Contracting States will, in their respective competence, use their good offices in the implementation of the present Convention. 2. The competent authorities of the two Contracting States will:
 - a) conclude an Administrative Arrangement and other arrangements necessary for the implementation of the present Convention;
 - b) mutually communicate all other information concerning the measures taken for the implementation of the present Convention and;
 - c) mutually communicate as soon as possible all information concerning all modifications to their respective legislations that may affect the implementation of the present Convention;
3. Liaison bodies will be named in the Administrative Arrangement with a view to the implementation of the present Convention.

ARTICLE 24

1. The competent authorities and institutions of the Contracting States have to communicate directly with each other and with everybody, wherever their places of residence may be, as may be needed, in the implementation of the present Convention. The language to be used in the correspondence is the official language of the sender.
2. Requests or documents cannot be rejected on the basis of the fact that they are written in the official language of the other Contracting State.
3. Exemptions or reductions in tax or documentary stamps, registration fees, provided for by the legislation of one Contracting State for the documents to be submitted in application of the legislation of the said State, are also extended to corresponding documents to be submitted to authorities or institutions of social security of the other State in application of the present Convention.

4. Documents and certificates to be produced in application of the present Convention are exempted from authentication or legalization by the diplomatic or consular authorities.
5. Certified true copies of documents issued by an institution of one Contracting State shall be recognized by an institution of the other Contracting State as certified true copies, even without any other certification. The institution of each Contracting State is the last judge of the value of the documents submitted to it as proofs, no matter what their origin is.

ARTICLE 25

1. The provisions of the present Convention only apply to requests for benefits submitted starting from the date of the entry into force of the present Convention.
2. All applications for benefits submitted in writing to an institution of one Contracting State safeguard the rights of the interested party under the legislation of the other Contracting State if the interested party asks that it be considered as an application submitted under the legislation of the other Contracting State.
3. If the interested party has submitted in writing an application for benefits to the institution of one Contracting State and has not expressly limited his application to benefits provided for by the legislation of the said State, his application also safeguards his right under the legislation of the other Contracting State if he furnishes, at the same time of the submission of the application, information stating that the person who is entitled to the benefits has completed the period of insurance under the legislation of the other Contracting State.

ARTICLE 26

Applications, appeals and other documents which, under the legislation of one of the Contracting States should have been submitted to an institution of the said State within a specified period, shall be received if they have been submitted to an institution of the other Contracting State within the same period. In this case, the institution who received the applications, appeals or

documents which have been submitted must indicate the date of receipt of the document and must transmit it without delay to the liaison body of the other Contracting State.

ARTICLE 27

1. Institutions, who are payors of benefits in accordance with the present Convention, can settle their dues in the currency of their State.
2. Notwithstanding all internal provisions or rules concerning foreign exchange regulations, the two governments must mutually agree not to bring any obstacle when it comes to the free transfer of the amount corresponding to the total amount of financial settlements linked to payment for Social Protection operations, either through the implementation of the present Convention or the implementation of the internal legislation of each country concerning salaried workers, particularly in the fields of voluntary insurances and complementary retirement insurances.

ARTICLE 28

1. The resulting disputes relative to the applications of the present Convention will be settled, as much as possible, by the competent authorities of the Contracting States.
2. In case it is not possible to arrive at a settlement in this manner, the disputes will be settled through a mutual agreement between the two Governments.
3. In case the disputes cannot be settled through the above procedure, either Contracting State can submit the issue to the obligatory arbitration by an arbitration body whose composition and procedure shall be stated in the Administrative Arrangement.

ARTICLE 29

The present Convention can be modified in the future through supplementary agreements which will be considered as an integral part of the present Convention as soon as they enter into force.

ARTICLE 30

The present Convention does not prejudice the provisions of French legislation concerning the participation of non-nationals in bodies which are necessary for the functioning of the Social Security schemes.

TITLE V

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

ARTICLE 31

1. The present Convention does not give any right (entitlement) to payment of benefits for a period prior to the date of its entry into force.
2. The periods of insurance completed before the entry into force of the present Convention shall be taken into consideration in determining the rights to benefits arising from and in accordance with the present Convention. However, it is understood that a Contracting State cannot be asked to take into consideration the periods of insurance prior to the earliest date from which periods of insurance may be validated in the terms of its legislation.
3. The present Convention applies to contingencies previous to its entry into force inasmuch as those contingencies have a bearing on the rights provided for by the legislation in Article 2.
4. The present Convention will not bring about any reduction of the benefits in cash, for which a right was opened before its entry into force.
5. a) Decisions made before the entry into force of the present Convention do not have any effects on the rights given according to the terms of the Convention.
b) All benefits which have not been liquidated or have been suspended due to the internal legislation of one of the Contracting State but must be paid in accordance with the present Convention should, upon request of the concerned party, be liquidated or re-established starting from the date of the entry into force of the Convention unless obligations were previously paid in cash.

- c) The rights to benefits which have been liquidated prior to the entry into force of the present Convention can, upon request of the interested party, be revised in view of the provisions of the present Convention.
6. For purposes of the implementation of Article 5 a, in the case wherein a person who started a working period in the territory of the other Contracting State before the entry into force of the present Convention, the period of salaried activity mentioned in this paragraph will be considered to have started on the date of the entry into force.

ARTICLE 32

1. The governments of the two Contracting States will mutually inform each other in writing of the accomplishment of their respective legal and constitutional procedures which are required for the entry into force of the present Convention.
2. The present Convention shall enter into force on the first day of the second month after the date of its latest notification.

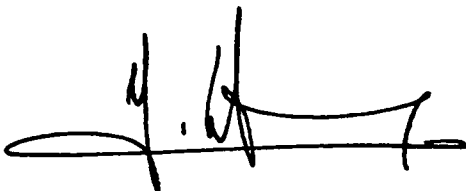
ARTICLE 33

1. The present Convention shall remain in force until the end of the calendar year following the year during which one Contracting State will have notified the other Contracting State in writing of its termination.
2. In the event of the termination of this Convention, the rights acquired by a person in accordance with the terms of the Convention shall be maintained; the Contracting States shall decide on the arrangements concerning the rights that are in the process of acquisition.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized by their respective Governments have signed this Convention.

Done in Manila Philippines on the 7th of February 1990 in two copies in French and in English languages, with both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:



JACQUES LE BLANC
Ambassador of France
to the Philippines

For the Government
of the Republic of the Philippines :



MANUEL T. YAN
Acting Secretary
Department of Foreign Affairs

